

« Economie sociale » : Conclusions

Síle O'Dorchai

sile.odorchai@ulb.ac.be

02/650.42.55

ULB – Solbosch H4.119

ULB Conclusions

Conclusions: Double objectif

- Résumer les 5 interventions:
 - Cours 10/02 et 17/02 par Síle O'Dorchai: Délimitation conceptuelle et statistique du secteur non marchand
 - Intervention du 02/03 par Pierre Artois: Salarisation et professionnalisation dans le secteur non-marchand
 - Intervention du 17/03 par Mejed Hamzaoui: Débat sur le traitement de la crise socio-économique
 - Intervention du 23/03 par Marie-Paule Connan-Debunne: Le travail volontaire à l'épreuve de la nouvelle configuration de la société salariale dans l'Union Européenne
- Les travaux

[Délimitation du « non marchand »]

- Appellations non synonymes:

Communauté française: « non marchand »; France: « économie sociale »; pays anglo-saxons: « non profit »; communauté flamande et Pays-Bas: « secteur quatriere »; Belgique et France: « troisième secteur »

- Définition d'un concept opératoire dans le contexte belge:

1. Trois approches (ressources, finalités, type d'activités) permettent de définir le non marchand par rapport au marchand
2. Classement des organisations en croisant « ressources » et « finalité » et en ajoutant « contrôle »
3. Définition théorique
4. Définition pratique tenant compte des statistiques limitées et des besoins du secteur

[Les définitions du « marché » et la notion de « non marchand »]

- A partir du sens que l'on donne au terme « marché », on peut tenter de cerner les organisations dont l'activité économique ne relève pas du marché et qui, dès lors, seront qualifiées de non marchandes.
- La littérature économique propose au moins trois manières d'appréhender le marché, ce qui donne en principe autant de définitions possibles du secteur non marchand.

ULB Conclusions

[Approche technique ou des ressources]

- Marché = lieu d'échange, lieu de rencontre entre offre et demande d'un bien
- S'applique à une activité plus qu'à une organisation
- Lien directe: usage et financement; coût et prix
- A l'opposé: activité non marchande: recours à d'autres types de ressources que la vente (cotisations, dons, subsides, etc.)
- Difficulté:
 - De nombreuses organisations combinent des ressources d'origine marchande et non marchande

ULB Conclusions

[Approche normative ou de la finalité]

- Marché = lieu d'échange sur lequel les agents économiques agissent à la poursuite de leur intérêt propre. Finalité: rentabilité et maximisation du profit → "finalité lucrative »
- Dès lors, conception large du non marchand: toute organisation dont la finalité première n'est pas la recherche de la lucrativité mais plutôt la fourniture d'un service à ses membres ou à la collectivité.
- Une organisation non lucrative peut aussi distribuer son excédent mais pas dans un objectif de rémunération du capital (par ex.: SFS, coopératives, etc.)

Approche pragmatique ou par les activités

- Définition du marché basée sur le type de biens et services qui y sont échangés
- Certains biens et services ne peuvent, soit en raison de leur nature soit par suite de choix politiques, donner lieu à une production optimale si on laisse le seul marché en régir l'échange (biens collectifs purs, biens quasi collectifs)
- Organisations non marchandes = celles dont l'activité principale consiste à produire des biens (quasi) collectifs

Combinaison des 3 approches du marché

Approche	Critère de repérage des organisations	Principale limitation
<i>Technique</i>	Ressources de l'organisation (produit des ventes)	Problème de classement des organismes à ressources mixtes
<i>Normative</i>	Finalité de l'organisation (lucrativité)	Le non-marchand a un contour plus large que l'acceptation courante
<i>Pragmatique</i>	Branche d'activité de l'organisation (biens autres que services collectifs et quasi collectifs)	Une branche d'activité est souvent hétérogène (regroupement d'organismes opérant sur et hors marché)

- Classement des organisations en combinant les approches des ressources et de la finalité et en y ajoutant le caractère privé ou public de l'organisation

Distinction privé/public

- 3 questions:
 - Qui a pris l'initiative de créer l'organisation?
 - **Qui contrôle l'organisation?**
 - Comment est financée l'organisation?
- éléments garants d'un contrôle privé:
 - l'existence d'un budget propre
 - l'absence (ou la position minoritaire) de représentants des pouvoirs publics dans les organes de gestion
- Le statut juridique est un indicateur précieux, mais pas en soi suffisant (Par ex.: ASBL créées par les pouvoirs communaux)
- Autonomie (pas indépendance) à l'égard des pouvoirs publics (subsidiation)

Délimitation du non marchand: tableau

Finalité	Secteur privé		Secteur public	
	lucratif	non lucratif	non lucratif	lucratif
<i>Ressources</i>				
Ressources marchandes	1	4	7	10
Ressources mixtes	2	5	8	11
Ressources non marchandes	3	6	9	12

Définition théorique du non marchand

- Les cases (5), (6), (8) et (9) se retrouvent à l'intersection entre les approches par les ressources et par la finalité
- ➔ le secteur non marchand = l'ensemble des organisations animées d'une finalité non lucrative et qui cherchent à financer leur production autrement que par la vente à un prix couvrant le coût de production.
- ➔ des organisations qui vérifient simultanément un critère de finalité et un critère d'origine des ressources

Nécessité d'une délimitation pratique du non marchand

- Deux limitations importantes à l'approche théorique:
 1. le repérage concret, via le statut juridique, des organisations non marchandes au sens de notre définition théorique suscite dans certains cas quelques difficultés;
 2. d'autre part, le champ couvert par notre définition peut se révéler trop large par rapport aux besoins socio-politiques en la matière.

Non marchand au sens large et au sens restreint

- La délimitation pratique permet de répondre simultanément aux deux critiques précédentes, tout en tenant compte des contraintes liées aux limites des statistiques disponibles.
- Elle repose sur une double conception, large et restreinte, du secteur non marchand

Non marchand au sens large

- Au sens large, le non-marchand rassemble tous les opérateurs économiques qui présentent une des formes juridico-institutionnelles précitées (ASBL, mutuelles, services publics, ...), permettant de préjuger à priori une finalité non lucrative et le recours à des ressources non marchandes.
- Cette conception est très extensive dans la mesure où elle inclut des producteurs qui ne peuvent pas être considérés en pratique comme non marchands (fausses ASBL, certaines entreprises publiques). Elle donne la borne supérieure du secteur.

ULB Conclusions

[Non marchand au sens restreint]

- Au sens restreint, le non-marchand exclut, parmi les opérateurs précédents,
 - ceux qui forment l'administration publique, ainsi que
 - ceux qui sont actifs dans les branches essentiellement soumises au marché, à savoir l'industrie, le commerce, le transport, la finance, ...
- Cette définition est trop étroite au regard des critères théoriques. Elle fournit la borne inférieure du secteur.

ULB Conclusions

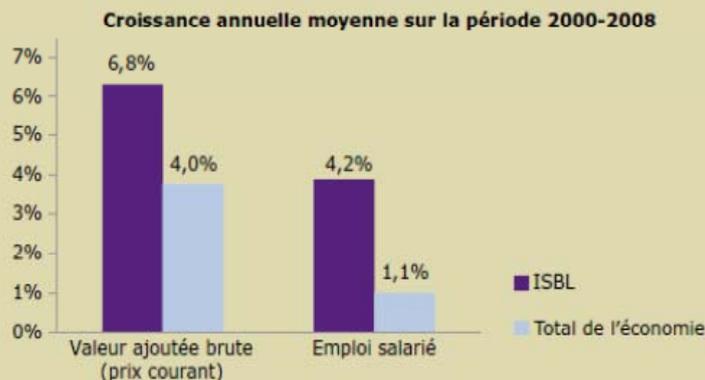
[Les résultats pour l'ensemble du non marchand en 2005]

L'importance du secteur non marchand relativement au total de l'emploi en 2005

Part du non-marchand dans l'emploi salarié des trois régions en 2005		
	ETP	En % de l'emploi de la région ou du pays
Non marchand au sens large		
Bruxelles	236 064.1	46.4%
Flandre	569 853.3	34.1%
Wallonie	362 781.6	46.9%
Pays	1 168 781.6	39.6%
Non marchand au sens restreint		
Bruxelles	100 582.4	19.8%
Flandre	379 542.0	22.7%
Wallonie	213 590.5	27.6%
Pays	693 714.9	23.5%

Les résultats pour les ISBL, 2000-2008

Graphique 1 - Poids et dynamique des ISBL dans l'économie belge



Les résultats pour les ISBL, 2000-2008

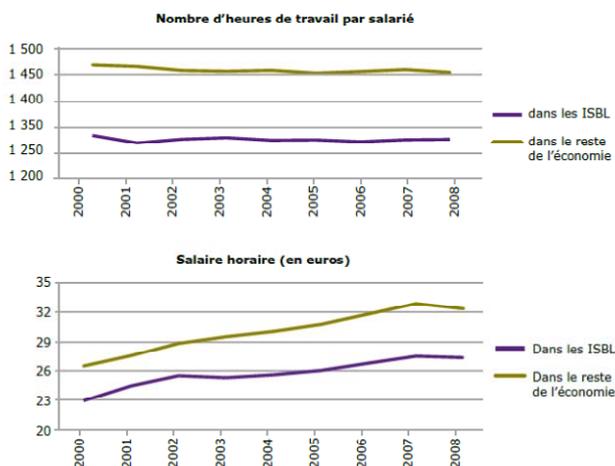
Chiffres clés des ISBL, 2008

Tableau 1 - Chiffres clés des ISBL

	2008
Nombre d'ISBL couvertes par le compte satellite	17 794
Unités classées parmi les sociétés *	8 668
Unités classées parmi les ISBL au service des ménages *	9 126
Production	
À prix courants (mln €)	28 534
En p.c. de la production totale dans l'économie	3,8%
Valeur ajoutée brute	
À prix courants (mln €)	17 637
En p.c. de la valeur ajoutée brute totale	5,7%
En p.c. du PIB	5,1%
Coûts de production¹	
À prix courants (mln €)	27 913
Ressources courantes²	
À prix courants (mln €)	29 914
Investissements	
À prix courants (mln €)	2 810
En p.c. de l'investissement total dans l'économie	3,6%
Emploi salarié	
En milliers de personnes	431,7
En p.c. de l'emploi salarié intérieur	11,5%

Les résultats pour les ISBL, 2000-2008

Graphique 9 - Indicateurs relatifs à l'emploi dans les ISBL



Les résultats pour les ISBL, 2000-2008

Tableau 5 - Evolution de la provenance des ressources des ISBL selon la branche d'activité (en p.c. du total des ressources par branche)

		Administrations publiques	Secteur privé et étranger	Total
Agriculture et industrie	2000	7%	93%	100%
	2008	11%	89%	100%
Services	2000	20%	80%	100%
	2008	23%	77%	100%
Education	2000	56%	44%	100%
	2008	71%	29%	100%
Action sociale	2000	48%	52%	100%
	2008	58%	42%	100%
Activités pour la santé	2000	81%	19%	100%
	2008	79%	21%	100%
Activités associatives diverses	2000	38%	62%	100%
	2008	40%	60%	100%
Activités récréatives, culturelles et sportives	2000	40%	60%	100%
	2008	50%	50%	100%
Total des ISBL	2000	56%	44%	100%
	2008	59%	41%	100%

ULB Conclusions

[Professionnalisation et salarisation]

- D'une part, le travailleur social cherche à être reconnu comme les autres travailleurs; d'autre part, il veut se présenter comme un travailleur différent des autres → professionnalisation
- Ne pas confondre professionnalisation et salarisation!

ULB Conclusions

[Professionnalisation et salarisation]

- Le concept de professionnalisation renvoie à celui de reconnaissance
- La salarisation renvoie à l'établissement d'un contrat de travail et d'activité en échange d'un salaire.
 - Ce processus de salarisation peut entrer en contradiction avec le modèle de bénévolat basé sur la logique du don (cfr. exposé de Madame Connan).
 - Il a transité par
 - le développement associatif voulant profiter d'opportunités de financement
 - la nécessité de compétences spécifiques au projet associatif.

ULB Conclusions

[Professionnalisation et salarisation]

- La professionnalisation des salariés des associations a nécessité l'intervention d'un acteur extérieur à savoir l'autorité subsidiaire pour organiser un cursus de formation garantissant la qualification.
- Résultat: superposition entre des processus de salarisation et de professionnalisation: activités informelles deviennent salariées par des formations reconnues par l'Etat.
- Le non-marchand recourt fréquemment à la formation continuée comme outil d'adaptation face aux évaluations de projets par le pouvoir subsidiant mais également comme appareil de professionnalisation de ses travailleurs.

ULB Conclusions

[Professionnalisation et salarisation]

- Madame Connan a plutôt insisté sur la place du volontariat face aux enjeux de la salarisation de la société et la professionnalisation du non marchand.
- On assiste à une institutionnalisation du volontariat (loi de 2005 sur le volontariat, création du Conseil Supérieur des Volontaires, etc.)
- En outre, multiples demandes des associations pour plus de reconnaissance du rôle joué par les volontaires:
 - reconnaissance de l'impact économique du volontariat
 - professionnalisation du volontariat
 - possibilités d'indemnisation des volontaires
 - possibilités d'avoir une activité de volontariat pour les allocataires sociaux, ...

ULB Conclusions

[Comment sortir de la crise structurelle?]

- Monsieur Hamzaoui offre trois manières distinctes mais complémentaires:
 1. Sortir du face à face État-marché en instaurant une économie plurielle comme troisième pilier
 2. Dissocier le revenu par rapport au travail
 3. L'activation du social reliée par des dispositifs d'insertion qui s'articulent autour de la logique de territorialisation de la gestion sociale du chômage, de l'exclusion et du lien social.

ULB Conclusions

[1. État – marché - économie plurielle]

- Il s'agit de faciliter l'hybridation entre l'économie privée, l'économie publique et l'économie associative et non monétaire.
- Logique de pluralité et de complémentarité
- le "nouveau pôle" économique recouvre en réalité un secteur aux contours flous et hétéroclites
- Confusions terminologiques et idéologiques

ULB Conclusions

[1. État – marché - économie plurielle]

- Confusions idéologiques:
 - *Sue*: **société du temps libre** avec création d'un statut du volontariat et reconnaissance de l'utilité économique du secteur quaternaire, dont le financement s'auto-réalise et se base sur des ressources non monétaires.
 - *Laville, Caillé et Aznar*: **redistribution égalitaire de l'emploi** pour combattre le chômage et l'exclusion avec développement d'autres formes de travail et d'activité, y compris le volontariat. Financement par des moyens hybrides (privés, publics et associatifs) et non-monétaires.
 - *Robin*: "**société informationnelle**" et de "**multi-activité**".

ULB Conclusions

[1. État – marché - économie plurielle]

- **Mission** de l'économie solidaire:
 - "la garantie d'une participation plus égalitaire à la sphère économique" (régulation du marché du travail pour les emplois peu qualifiés),
 - "la relativisation de la place de la sphère économique par rapport aux autres sphères d'activité" (impliquant une réflexion sur le partage de l'emploi et du revenu)
 - "la relativisation au sein de la sphère économique de la place prise par l'économie monétaire" (valorisation d'autres formes d'économie non monétaire)

ULB Conclusions

[1. État – marché - économie plurielle]

- L'économie solidaire = segment de l'économie plurielle parmi d'autres: l'économie caritative, d'insertion et informelle.
- Dans l'économie solidaire: hybridation et non pas opposition ou juxtaposition entre les différents types de ressources financières (marchand, non-marchand et non monétaire) et différentes formes d'activité (emplois salariés et activités bénévoles).
- Le problème posé par l'économie solidaire n'est pas celui du remplacement de la solidarité institutionnelle par des solidarités de proximité, ou d'une compensation de la réduction des financements publics par un appel au bénévolat.
- Au contraire, il est nécessaire de repenser l'articulation entre expériences de l'économie solidaire et actions des pouvoirs publics.

ULB Conclusions

[1. État – marché - économie plurielle]

- Pour sortir de la double crise d'une part des valeurs et d'autre part économique, l'économie solidaire repose sur un double renversement de perspective.
 - Primo, en s'appuyant sur la mobilisation des acteurs au lieu de privilégier l'offre institutionnelle;
 - Secundo, en pariant sur une combinaison synergique entre économique et social au lieu de conforter leur cloisonnement.

ULB Conclusions

2. Dissocier le revenu par rapport au travail

- Les partisans de cette proposition renvoient dos à dos
 - le **modèle néo-libéral** qui propose des formes de dérégulation sociale visant à remplacer le Welfare State par un Workfare State
 - le **modèle social-démocrate** qui préconise le financement des réformes sociales à partir du travail-emploi et dont la "rigidité" de la législation sociale freine l'initiative privée, le choix délibéré du travail partiel et d'activités socialement utiles.
- La proposition d'une **allocation universelle** vise à substituer à l'ensemble des transferts sociaux une allocation identique, versée à tous, sur une base individuelle et sans condition de revenus, de situation matrimoniale et sociale.

ULB Conclusions

2. Dissocier le revenu par rapport au travail

- Cette distribution inconditionnelle d'un revenu minimum doit être accompagnée d'une dérégulation du marché du travail pour
 - abolir toute législation imposant un salaire minimum ou une durée maximum de travail ;
 - éliminer tous les obstacles administratifs au travail à temps partiel ;
 - abaisser l'âge auquel prend fin la scolarité obligatoire ;
 - supprimer l'obligation de prendre sa retraite à un âge déterminé.

ULB Conclusions

2. Dissocier le revenu par rapport au travail

- La proposition d'une allocation universelle de type inconditionnel justifie son fondement et sa démarche
 - sur l'idée de la fin du plein emploi, de la croissance économique, et du salariat
 - sur l'éthique d'équité
 - sur le registre politique
 - sur le plan d'approche globale du social: passage du plein emploi au concept de pleine activité.

ULB Conclusions

2. Dissocier le revenu par rapport au travail

- Cette troisième voie est intellectuellement séduisante, mais ne suffira pas à régler la question sociale et celle de la solidarité.
- **Ne faut-il pas relativiser la question de la fin du salariat et du plein emploi?**
 - Dans une perspective internationale, le développement de la salarisation de la société s'est accru.
 - La question de la fin du plein emploi ne peut pas être généralisée à tous les pays développés: le chômage massif est un phénomène européen, l'emploi au rabais est un phénomène américain.
 - Des emplois sont créés et détruits chaque année.
 - La crise de l'emploi et la dégradation de la condition salariale depuis vingt ans montre plutôt un renforcement de la valeur du travail (salarié) dans la société.

ULB Conclusions

2. Dissocier le revenu par rapport au travail

- **Deuxièmement**, en basant une économie sur les contingences imposées par le salariat, cet argument en faveur d'une dissociation de revenu par rapport au travail aboutira sur le plan pratique:
 - soit à une allocation élevée, annulant l'incitation au travail;
 - soit, à une allocation (trop) limitée → vie hors travail ≠ espace d'émancipation alternatif.
- Le grand problème est que les partisans de l'allocation universelle traitent la question de "l'exclusion" (de l'emploi) uniquement sur le mode monétaire.

ULB Conclusions

3. L'activation du social

- « La politique d'activation" du social et de l'emploi s'inscrit au cœur d'une démarche dite "innovatrice" du mode d'intervention de la politique publique.
- Ces mesures politiques d'activation se sont multipliées en Belgique, dans l'UE et en Amérique du Nord.
- "Bonnes pratiques" qui vont de l'activation de l'allocation de chômage à l'activation et la contractualisation de l'aide sociale, en passant par les missions locales, les régies de quartier et les emplois de proximité.

ULB Conclusions

3. L'activation du social

- L'activation du social et de l'emploi = pierre angulaire d'une nouvelle politique sociale active, spécifique et ciblée qui s'attaque aux racines du chômage comme facteur "d'inemployabilité" et "d'exclusion".
- L'employabilité est l'aptitude à occuper un emploi: qualifications, incitations à la recherche d'un emploi et possibilités d'en trouver un.
- Chaque individu est responsable du développement de "son" employabilité → conception normative avec
 - une fonction "comportementaliste" (culpabilisation des bénéficiaires)
 - une fonction "disciplinaire" (des mesures contraignantes)
- Rapprochement du système du workfare américain

ULB Conclusions

Le travail

- Formation de groupes de 2-4 étudiants + Choix d'un sujet
- Analyse du sujet:
 - Recherche bibliographique (internet, bibliothèques)
 - 3 articles/publications scientifiques
 - Rédaction d'une note de 15-20 pages analysant le matériel de base
 - Présentation de l'analyse:
 - Introduction: formulation précise et encadrement du sujet
 - Analyse du sujet
 - Conclusion: synthèse des résultats et leur mise en perspective
 - Bibliographie selon les règles standards
- 30/04: remise d'une version électronique de votre travail
- La note finale est basée sur ce travail écrit

ULB Conclusions

[Les sujets choisis (1)]

1. "La conciliation entre vie privée et vie professionnelle": **Isabelle Manteau, Isabelle Mieghen et Christian Piron**
2. "La conciliation entre vie privée et vie professionnelle: le temps partiel de la femme est-il une solution?": **Julie Burton, Valérie Quertinmont et Adeline Fourmy**
3. "L'insertion des personnes handicapées dans les EFT et ETA": **Elisa Bordenga, Marina Bordenga et Sandro Cecere**
4. "Les différences salariales entre hommes et femmes dans l'économie sociale: Aperçu des différentes études et stéréotypes": **Arnaud Tilman, Sebastien Sedeyn et Frédéric Ponsard**
5. "Les maisons médicales, au-delà d'une mission de santé, un véritable rôle social": **Redouane Haouari, Sebastien Rondelet et Laurent Verbergh**

ULB Conclusions

[Les sujets choisis (2)]

6. "Une cartographie de la formation et de l'insertion en Région wallonne": **Laurent Jacob et Laurent Urbain**
7. "Le jobcoaching au sein de l'économie sociale": **Jill Verleyen, Kim Soy et Chloé Mertens**
8. "Evaluation de la performance du système des titres services belge": **Geraldine Marchand et Angélique Dugauquier**
9. "La médiation de dettes: Danger ou solution?": **Charlotte Louche, Concetta Guaschino et Elodie Mariano**
10. "Le bénévolat": **Celine Polome, Ibtissam Saghrou et Rim Arara**
11. "Le défi de genre dans les ETA et les centres de formations professionnelles": **Kelly Denayer, Mehmed Alev, Loïc Pietquin et Christophe Delmoitié**
12. "L'intégration socio-professionnelle des jeunes immigrés en Région bruxelloise": **Gaud Bauwens, Abdul Kadir Kaynar et Alison Cuypers**

[Les sujets choisis (3)]

13. "L'efficacité de la politique de réinsertion des CPAS": **Fabrice Meuter, Olivier Vincent et Umut Karasular**
14. "L'insertion socio-professionnelle des personnes handicapées: les ETA, l'AWIPH, le Forem, ...": **Chantal Charniaux et Sarah Fischer**
15. "L'empowerment communautaire utile a la société?": **Maria Cava Micciche, Nadège Pinchart et Alesia Piro**
16. "Les salariés pauvres": **Komi Adakpo, Thomas Delacencellerie et Rémy Desquin**
17. "Les Moyens d'insertion des réfugiés en Belgique": **Laurie Devolder et Emmanuel Falzone**
18. "L'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées":
Samantha Mathaey et Katja Bragard